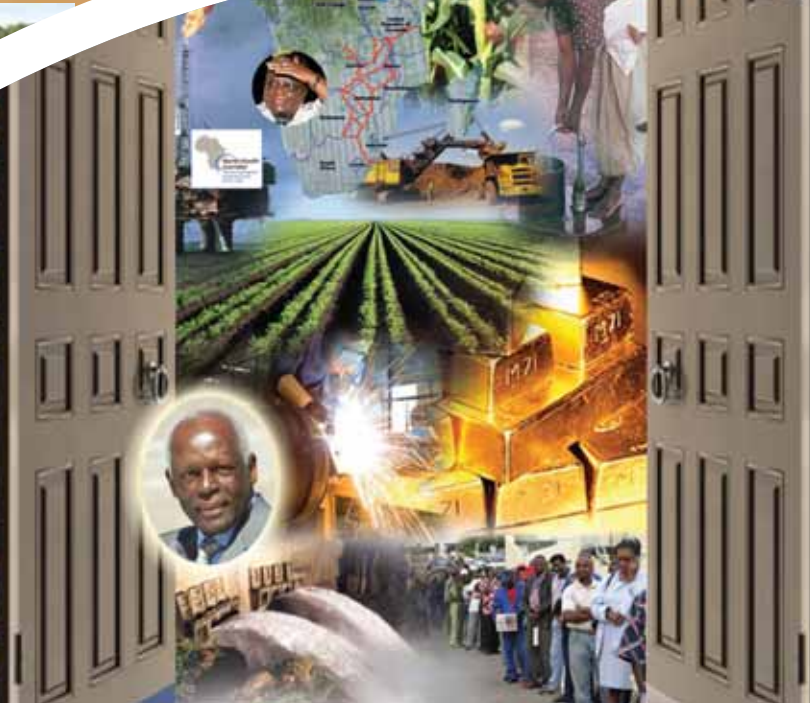




L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 14.1 No 1 Décembre 2011



L'Année 2011

L'AFRIQUE AUSTRALE a fait un autre pas vers l'intégration régionale cette année, avec les réalisations aussi bien que les défis dans l'intégration commerciale, l'énergie, la conservation et l'égalité de genre.

L'indicateur principal de l'intégration commerciale était le lancement formel des négociations par la SADC, le Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA) et la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) pour établir un marché intégré couvrant 26 pays, la moitié de l'Afrique.

On s'attend à ce que la Zone de Libre-Echange Tripartite proposée promeuve le commerce intra-régional en créant un plus large marché, plus d'écoulements d'investissement, une plus forte compétition et le développement d'infrastructure trans-régionale.

Ce "Grand" ZLE offrirait un marché combiné de plus de 600 millions de personnes et d'un Produit Intérieur Brut d'environ 1 trillion de US\$, les frontières préliminaires à littéralement la moitié du continent, en s'étendant sur les régions australe et orientale de l'Afrique entière - du Cap au Caire.

Les projets importants d'infrastructure planifiés par les trois Communautés

Économiques Régionales (RECs) incluent ceux au bord du Corridor de Nord-Sud, qui traverse huit pays dans l'Afrique australe et de l'est, en s'étendant entre les ports de Dar es Salaam et de Durban.

Un initial de 1.2 milliard US\$ a été réuni en Avril de 2009 pour moderniser l'infrastructure régionale, en incluant plus de 8,000 kilomètres de routes et de 600 kms de rail, aussi bien que les ports et les lignes de transmission d'énergie. SADC continue à connaître des déficits d'énergie sérieux comme il avance vers la génération d'électricité trop désirée, attendu pour 2014 si les projets d'électricité à court terme sont exécutés à temps.

Les utilités d'électricité qui sont des membres du Pool d'Énergie de l'Afrique Australe (SAPP) ont identifié des projets prioritaire pour commander pendant quelques prochaine années et la région tourne lentement à l'énergie renouvelable comme le mouvement vers l'appareil de nettoyage, la vitesse d'augmentations d'énergie alternative par le développement des sources d'énergie renouvelables comme solaire, hydro et de vent.

POLITIQUE	3
CHANGEMENT CLIMATIQUE	4
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE	5
INFRASTRUCTURE	6
COMMERCE	7
ÉNERGIE	8-10
RESUME DES AFFAIRES	11
CHINE-AFRIQUE	12
ÉLECTIONS	13
COMMUNAUTÉ	14
ÉVÉNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

suite page 2...

L'Année 2011

Le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la SADC 2011 a fait le revue sur l'implémentation des programmes d'infrastructure en incluant le "Zimbabwe-Zambie-Botswana-Namibie" (ZiZaBoNa) l'interconnecteur pour l'électricité et a souligné l'importance d'infrastructure, en préconisant la conclusion rapide du Plan Majeur d'Infrastructure.

En 2011, SADC a établi le plus grand parc Transfrontière du monde quand cinq pays ont signé le traité pour la Région de Conservation Transfrontière du Kavango-Zambezi (KAZA TFCA), en impliquant l'Angola, le Botswana, la Namibie, la Zambie et le Zimbabwe et en couvrant une région d'environ 444, 000 kilomètres carrés.

Comme l'année a touché à sa fin, l'Afrique du Sud a accueilli une conférence globale importante du changement climatique taché avec les négociations d'un consensus sur l'avenir du Protocole de Kyoto qui expire en 2012.

La 17^{ème} Conférence des Parties à la Convention du Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (connu comme COP17) a offert une opportunité pour la communauté globale d'atteindre l'accord vers un but commun. Vers la fin de la conférence, ils se sont bien entendu de continuer à discuter pour trois ans encore.

Le Sommet de la SADC avait conseillé à tous les Etats Membres de soutenir la position commune Africaine.

2011 était l'année que le Protocole de la SADC sur la Parité des Sexes et le Développement a reçu assez de ratifications pour entrer en vigueur, bien que les retards en déposant des documents au Secrétariat de la SADC puissent déplacer cette borne routière dans 2012.

Le défi reste dans la domestication et l'implémentation du Protocole et les ministres de genre de la SADC ont lancé un processus vers un plan d'action régional, bien que

quelques pays ne participent pas. Neuf Etats Membres ont ratifié le Protocole, restant quatre signataires pour faire ainsi, pendant que le Botswana et l'Ile Maurice continuent à refuser de signer, en disant respectivement qu'ils ne peuvent pas rencontrer les cibles ou avoir des réservations de certaines clauses.

La région de la SADC avait fait des avances significatives dans la représentation égale de femmes et d'hommes dans la politique et la prise de décision, vers la cible de la SADC et de l'Union Africaine "de 50-50 d'ici à 2015", pourtant les deux ans passés ont vu un renversement sérieux dans le progrès avec le nombre de femmes au parlement et au cabinet descendant vraiment dans la plupart des pays qui ont tenu des élections.

En Zambie, seulement deux femmes ont été nommées des ministres dans un Cabinet réduit de 19 membres, en représentant juste 10,5 pour cent.

Cinq Etats Membres de la SADC ont tenu des élections cette année, basées sur les Principes et les Directives Gouvernant des Élections Démocratiques de la SADC et une Mission d'Observation d'Élections de la SADC (SEOM) a été expédiée à chaque élection pour déterminer la conformité avec les normes régionales et internationales.

Les gens de la République Démocratique du Congo (DRC), l'Ile Maurice, les Seychelles et la Zambie sont allés aux sondages pour les élections nationales, pendant que les Sud-Africains ont voté pour les conseillers municipaux au cours des élections locales.

Au Madagascar, la SADC a continué avec ses efforts de médiation et dans une invention révolutionnaire importante, les parties malgaches ont convenu de tenir les élections générales en 2012. Le Madagascar a tombé en décadence dans une agitation politique en Mars 2009 où le chef d'opposition Andry Rajoelina a saisi le pouvoir du Président Marc Ravalomanana à

une démonstration publique soutenue par les militaires.

Les efforts de médiation de la SADC au Lesotho ont été conclus avec succès et en cours au Zimbabwe, où les élections sont attendues l'année prochaine après un référendum à propos d'une nouvelle Constitution.

Le Sommet de la SADC tenu à Luanda, Angola en Août a reconsidéré la situation socio-économique dans la région, en notant une amélioration des indicateurs de performance macro-économiques en 2010 au cours de 2009, comme la croissance dans le PIB moyen réel qui s'est levé à 4.9 pour cent, les investissements qui se sont améliorés à 24.9 pour cent du PIB et d'un déclin dans l'inflation à 7.5 pour cent.

La Plupart des pays de la SADC ont continué à faire une

Régionale d'approfondir la discussion sur comment protéger la région contre les chocs externes.

Le Détachement Spécial Ministériel a été établi cette année pour identifier des priorités de réorienter l'ordre du jour d'intégration de la SADC et le Sommet a conseillé au Détachement Spécial de s'engager dans des discussions stratégiques à ce propos dans le contexte de révision du Plan Stratégique et Indicatif de Développement Régional (RISDP).

L'Union Douanière de la SADC proposée, remise depuis 2010, est un des sujets pour l'étude par le Détachement Spécial pour expédier le travail menant une compréhension commune et un accord sur l'union douanière proposée, qui permettrait aux Etats Membres



Le président José Eduardo Dos Santos de l'Angola (à gauche) est le Président actuelle de SADC depuis Août 2011 jusqu'à en Août 2012 et le Président Jacob Zuma de l'Afrique du Sud préside l'Organe de la SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération de Sécurité pendant la même période.

récupération régulière de la crise financière globale qui a affecté la plupart du monde depuis 2008 et la plupart est attendue à enregistrer des taux de croissance économique bien au-dessus de 5 pour cent en 2011 à l'arrière de la forte performance par les secteurs clé d'agriculture, d'exploitation minière et d'industrie de fabrication.

Pourtant, le Sommet a noté le besoin de rester vigilant aux risques posés par les volatilités financier et économique dans les économies développées et a demandé au Détachement Spécial Ministériel sur l'Intégration Économique

de la SADC d'avoir un tarif externe commun.

Le sommet a aussi fait la critique au VIH et le SIDA dans les régions de foyer clé de prévention, traitement, soin et soutien et a noté que la région a enregistré un déclin significatif de nouvelles infections depuis 2009.

Le sommet a noté un progrès dans la situation de la sécurité alimentaire régionale, dans la céréale, la non-céréale et la production de bétail et a conseillé aux Etats Membres d'augmenter la production, la diversité et promouvoir des opportunités produisant un revenu. r

SADC approuve le plan de réduction en émissions de la dégradation de forêt

LES MINISTRES de la SADC responsables de l'environnement et des ressources minérales ont approuvé un plan régional pour aider les États Membres à puiser dans les avantages découlant de la réduction des émissions du déboisement.

Le document du programme sur le "Programme de Soutien dans la Réduction sur l'Émission de la Dégradation de Forêt et de Déboisement de la SADC (REDD)" a été approuvé pendant une réunion en Windhoek, Namibie.

Dans le document, les États Membres ont agréé de coordonner les activités inter et intra-secteur et pousser pour l'harmonisation dans la politique des programmes nationaux de REDD, aussi bien que développer les systèmes contrôlant les forêts et les émissions de carbone et viser l'établissement d'émission de référence et d'autres cibles de REDD.

Le programme crée un cadre régional commun sur comment exécuter des activités "REDD" sur les écosystèmes de forêt semblables, en incluant ceux dont la distribution enfourche des limites politiques. "REDD" va au-delà de ce que REDD est préoccupé, ce qu'est le déboisement et la dégradation de forêt, incluant le rôle de conservation et d'administration durable de forêts.

Le cadre permettra aux États Membres d'adresser les problèmes du commerce illégal dans les produits forestiers et les inquiétudes "des pertes" où la protection de forêt ou l'administration durable de la forêt dans un pays peuvent s'ensuivre dans les activités illégales ou les pratiques non durables étant exportées ailleurs.

Cela renforcera les capacités des pays de concevoir

les politiques et les programmes de REDD, en fournissant en même temps un cadre à la coopération stratégique parmi les États Membres de la SADC sur les questions d'intérêt régional.

L'implémentation de REDD est attendue à compléter, faciliter et améliorer les politiques régionales existantes et les protocoles sur la Sylviculture, l'Administration de Faune et les Régions de Conservation Transfrontière (TFCAs) pour l'administration de diversité biologique.

La SADC devient la première organisation régionale en Afrique à être d'accord sur un programme complet pour soutenir des États Membres dans leurs efforts à combattre le changement climatique et accomplir leurs buts de développement par les émissions réduites dans le secteur de la sylviculture.

Le changement climatique menace les écosystèmes et les moyens d'existence dans la région de la SADC et ses impacts sont déjà sentis dans beaucoup de régions qui sont affectées par les sécheresses, les inondations, les cyclones et les niveaux marins montant.

Depuis 1990, l'Afrique Australe a été témoin des hauts taux de déboisement contribuant environ un tiers de la région boisée perdue en Afrique pendant les 20 ans passés. Entre 1990 et 2000, la couverture de forêt dans la région est tombée de 3.8 millions de km carré à 3.57 millions de km carré, en représentant une diminution moyenne de 0.6 pour cent par an.

Les facteurs principaux de déboisement dans la région ont été identifiés comme l'expansion en agriculture, en changement culturel et en exploitation forestière non régulés. Tous ceux-ci sont

raccordés à la haute croissance démographique, la pauvreté persistante, l'augmentation de la demande d'énergie et le faible règlement de l'administration de forêts.

Selon la SADC le document de programme REDD, les pertes de carbone biomasse du déboisement dans la région s'élèvent à 54 pour cent d'entre ceux du continent entier.

La demande rurale et urbaine pour le combustible de bois a augmenté et est attendue de continuer à monter en raison de la croissance en population et des changements macro-économiques. La plupart des régions urbaines dans la région de la SADC sont entourées par le terrain dégagé, le résultat de déboisement intensif de fournir la demande urbaine pour le bois du combustible.

Les émissions carboniques du déboisement et de la dégradation combinée sont plus de cinq fois plus grandes que ceux de toutes les autres

sources, en faisant l'administration durable et la conservation des forêts de la SADC aussi bien qu'administration des feux des mesures de mitigation particulièrement urgentes.

Il y a aussi la pression pour augmenter les terrains de l'agriculture pour satisfaire les besoins alimentaire de la population étant en croissance à la charge de la sylviculture.

Les industries rurales utilisent des quantités substantielles de bois pour brûler des briques, fumer les poissons, traiter le tabac, préparer la bière et sécher le sel.

L'équivalent d'un hectare de bois est coupé pour traiter chaque hectare de tabac.

Le programme REDD de la SADC est en accord avec le point régional sur l'adaptation, qui a été la position de la région en entrant dans les négociations du changement climatique à COP17 en Durban, Afrique du Sud. r

Réduire l'Emission du déboisement Et la Déchéance de la Forêt Priorités du Programme de REDD

LES ETATS Membres ont agréé de coordonner les activités inter et intra-secteur et l'harmonisation de la politique des programmes nationaux de REDD aussi bien que:

- ◆ L'engagement international du REDD et les processus du changement climatique;
- ◆ Le développement de la capacité de diriger les programmes de REDD régionaux et nationaux;
- ◆ Les systèmes pour contrôler les forêts et le carbone;
- ◆ L'Établissement des références d'émission et des références des niveaux pour REDD;
- ◆ L'administration de connaissance pour REDD; et
- ◆ Les mécanismes de financement durables pour REDD. r

Les négociations du changement climatique à continuer

LA 17^{ÈME} Conférence des Parties (COP17) à la Convention du Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique qui s'est tenue en Durban, Afrique du Sud, a échouée de produire un accord international pour adresser le changement climatique.

Au lieu de cela on s'attend à ce que les négociations continuent jusqu'à ce qu'une solution globale soit trouvée "pas plus tard que 2015". En attendant, une affaire de compromis appelé la Plate-forme de Durban pour l'Action Améliorée, guidera les négociations vers un accord global.

Le Plate-forme de Durban, bien qu'il représente un petit pas vers une affaire globale, est au-dessous des attentes de la plupart des pays en développement comme il n'adresse pas leurs inquiétudes dans un nombre de questions, en incluant des réductions dans les niveaux d'émission de carbone aussi bien que l'augmentation en finance, en technologie et la création de capacité pour l'adaptation et l'administration de risque.

Le président du Groupe de Négociateurs Africains, représentant 53 pays africains aux négociations du changement climatique, Tosi Mpanu de la République Démocratique du Congo, a dit que la déclaration de Durban fait peu pour adresser le changement climatique.

"Ça (le résultat) a essayé d'atteindre un terrain commun, mais le résultat manque de la balance," a-t-il dit.

Par exemple, Durban n'a rien fourni de substance sur le financement requis pour équiper des pays en développement à faire face au changement climatique.

Tandis qu'il y avait la conversation d'opérationnaliser le Fonds du Climat Vert, il n'y avait aucune clarté sur comment le fonds serait capitalisé.

En outre, les pays en développement sont sceptiques de l'étendue de ces figures et il y

a seulement des promesses qui ne se lient pas sur les nations développées.

Le fond, qui est actuellement vide, a l'intention de se procurer et déboursier de 100 milliard de US\$ par an d'ici 2020, commençant avec US\$30 milliard d'ici 2012.

Les fonds sont destinés à aider les pays en développement de s'adapter aux inondations, les sécheresses et d'autres effets provoqués par le changement climatique, en soutenant les pays en développement pour limiter et réduire les émissions de gaz de serre et adapter une économie et une infrastructure à un climat changeant.

Les experts en climat notent que les pays en développement, particulièrement ceux en Afrique, connaissent déjà des changements dans le cycle d'inondations et de sécheresses en raison des températures montant, bien que leur part d'émissions de carbone combinée soit insignifiante.

Sur le Protocole de Kyoto, qui est un instrument critique dans le fait d'adresser le changement climatique, la communauté globale s'est mis d'accord à une deuxième période d'engagement.

On s'attend à ce que la deuxième période commence en Janvier 2013 après que les parties transforment leurs grandes cibles économiques en limites d'émissions quantifiées ou des objectifs de réduction. On s'attend à ce que les parties en accord soumettent ces cibles pour révision avant Mai de 2012.

Pendant que cela indique un pas positif vers une affaire de changement climatique, il y a des inquiétudes que le Protocole pourrait seulement être exécuté en 2015.

Le Protocole de Kyoto est le seul traité juridiquement contraignant le monde à présent pour combattre le changement climatique.

Pourtant, certains pollueurs majeurs n'ont pas accédé ou ont menacé de se retirer du Protocole.



D'autres résultats significatifs de Durban ont inclus l'établissement d'un groupe appelé le Groupe de Travail Ad Hoc sur le Plate-forme de Durban pour l'Action Améliorée, conçue pour améliorer la coordination d'actions d'adaptation sur une échelle globale, aussi bien que la création d'un Mécanisme de Technologie. Tous les deux doivent devenir opérationnels en 2012.

La communauté mondiale a également décidé de mettre en place un Comité d'Adaptation, composé de 16 membres, ce qui fera rapport au COP sur ses efforts d'améliorer la coordination des actions d'adaptation à une échelle globale.

Les gouvernements ont accepté de mettre en place un enregistrement pour enregistrer les actions de mitigation par les pays en développement qui ont accès au soutien financier.

La conférence a adopté des procédures pour permettre des projets d'entreposage et capture-carbone. Ces directives seront reconsidérées toutes les cinq années pour garantir l'intégrité de l'environnement.

COP17 a été tenu du 28 Novembre au 10 Décembre. Il y avait la haute attente que la conférence fournirait une opportunité à la communauté globale pour atteindre un accord se liant sur le fait d'adresser le changement climatique. r

Les États-Unis ne sont pas une partie au Protocole pendant que le Canada vient de se retirer.

Pendant que le texte adopté reconnaît que les réductions plus profondes dans les émissions de carbone sont nécessaires, ceux-ci ne se lient pas juridiquement et les experts suggèrent que les dernières promesses causeraient une augmentation de 3.2°C dans la température, bien plus haut que le 2°C généralement considéré par le Comité Intergouvernemental de Changement Climatique d'être un niveau sûr de réchauffement.

Cela explique pourquoi l'Afrique a exigé que les pays développés doivent réduire les émissions à au moins 40 pour cent au-dessous des niveaux 1990 d'ici 2020 et atteindre au moins 80 pour cent au-dessous des niveaux de 1990 d'ici à 2050 puisqu'ils sont les plus grands émetteurs.

D'autres bonnes prévisions de récolte, malgré le retard des pluies

À MI-CHEMIN dans la saison agricole de 2011/12, la situation des précipitations moyenne semble clair pour la plupart de l'Afrique australe, montrant des perspectives d'une autre bonne récolte de grain pour la région.

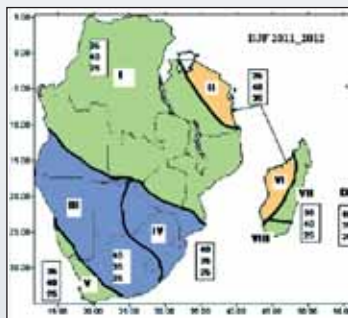
Des chances améliorées des précipitations normales au-dessus de la normale sont prévues entre Décembre 2011 et Février de 2012 dans la moitié du nord-est de l'Angola, la République Démocratique du Congo, le Malawi, la plupart de la République Unie de la Tanzanie, la Zambie et la plupart du Zimbabwe.

Des conditions semblables sont prévues pour la partie extrême du sud-ouest de l'Afrique du Sud, l'extrême du sud de la Namibie et la partie extrême du sud du

Madagascar, selon la dernière perspective de climat publiée par le Centre de Services de Climat de la SADC en Décembre.

On s'attend à ce que la moitié du sud-ouest de l'Angola, la plupart de la Namibie, le Botswana, le Lesotho, l'Afrique du Sud centrale, le sud-ouest

Perspective de Décembre 2011 - Février 2012



extrême du Zimbabwe, le sud du Mozambique et la Swaziland ait des chances augmenté à recevoir des précipitations au-dessus de la normale à la normale pendant la période des prévisions.

Au contraire, la moitié du nord de la Tanzanie et l'est du Madagascar sont prévue à avoir des chances augmentées avec des précipitations normales au-dessous de la normale.

Le Centre de Services de Climat de la SADC a attribué les prévisions des précipitations favorables à la présence des conditions de La Nina qui sont associées à des lourdes pluies dans l'Afrique australe.

“On s'attend à ce que l'événement actuel de La Nina contribue au changement des précipitations dans des conditions normale et au-dessus de la normale pour la plupart de la région contiguë de la SADC. Pourtant quelques parties, particulièrement les parties du nord-est, devraient arriver à des précipitations au-dessous de la normale,” le centre a dit.

Les évaluations du Système d'Alerte en Avance de la Sécurité Alimentaire de la SADC en Octobre ont montré que la plupart des Etats Membres de SADC devraient enregistrer de bonnes récoltes pendant la

saison d'agriculture 2011/12 malgré au retard du début des pluies et aux problèmes initiaux d'accéder aux contributions par les fermiers dans quelques pays.

“Les derniers prévisions des précipitations indiquent que la plupart des parties dans la région peuvent recevoir des pluies normale et au-dessus de la normale pendant la période de Novembre 2011 jusqu' à Janvier 2012. Si ceci se réalise et les fermiers soient capable d'accéder les données à temps, la région peut avoir une autre bonne récolte en 2012,” a dit la mise à jour libérée en Décembre. r

SADC cherche à améliorer des réserves de graine régionales

L'AFRIQUE DU SUD a lancé un Centre de Graine logé au Centre de l'Usine des Ressources Génétique de la SADC à Lusaka, la Zambie à faciliter l'implémentation du Système de Contrôle de Graine Harmonisée de la SADC.

Lancé en Novembre, le Centre de Graine a l'intention d'améliorer l'utilisation des variétés de graine améliorées par les fermiers de petit cultivateur dans la région.

Selon Simon Mwale, un Officier du Programme pour la Production des Céréales au Secrétariat de la SADC, l'utilisation de graine améliorée parmi les fermiers de petite échelle est basse dans la plupart des Etats Membres de la SADC, encore ces fermiers ont produit jusqu'à 80 pour cent des récoltes de nourriture principales dans la région.

Le Système de Contrôle de Graine Harmonisée de la SADC a l'intention d'augmenter les variétés de graine disponibles pour les fermiers, promouvoir l'investissement dans le secteur de graine et le rendre plus facile et moins cher pour les compagnies de graine pour présenter des variétés de graine dans les Etats Membres. r

Une petite baisse dans la récolte de céréale

LES ESTIMATIONS finales de la région indiquent une production de céréale de 2011 dans la SADC de 33.06 millions tonnes, qui a baissé de cinq pour cent sur la récolte de 2010 de 34.64 millions tonnes.

La Mise à jour de la Sécurité Alimentaire de la SADC en Octobre a attribué le déclin à une réduction de 12 pour cent de la production de céréale en Afrique du Sud.

“Individuellement, les productions de tous, le maïs (26.63 millions de tonnes) le sorgho/millet (2.26 millions de tonnes) ont chacun baissé de huit pour cent en 2011 comparés à 2010, pendant que les productions de blé et du riz ont augmenté de 33 pour cent et de 22 pour cent à 2.35 millions de tonnes et à 1.82 millions de tonnes, respectivement,” la mise à jour a dit.

Les réductions significatives des céréales en Angola et en Namibie étaient en raison de la destruction de récoltes par les inondations pendant qu'au Lesotho la production a été négativement affectée par les conditions d'eau stagnante.

La mise à jour a aussi montré qu'au moins 2.86 millions de personnes dans la région ont un accès faible à la nourriture cette année.

“Le nombre de la population qui n'a pas de sécurité alimentaire avait augmenté dans la plupart des pays, à l'exception du Malawi et du Swaziland,” il a dit. r

La comparaison de Production de Céréale pendant 2010 et 2011

	Production de Cereal (000 tonnes)		
	2010	2011	% Changement
Angola	1,178	677	-42
Botswana	55	42	-24
Lesotho	137	73	-47
Malawi	3,572	4,080	14
Ile Maurice	2	2	0
Mozambique	2,641	2,935	11
Namibie	155	117	-25
Afrique du Sud	15,122	13,277	-12
Swaziland	75	89	18
Tanzanie	7,095	6,787	-4
Zambie	3,078	3,346	9
Zimbabwe	1,534	1,652	8
SADC	34,643	33,057	-5

*Pas de données pour le RDC, la Madagascar et les Seychelles.
Source: Mise à jour de la Sécurité Alimentaire de la SADC

La SADC à prioriser 23 projets d'eau

LES ETATS Membres de la SADC ont priorisés 23 projets pour la promotion et le développement d'infrastructure d'eau dans la région.

Selon le Portefeuille Régional du Rapport des Projets de Priorité d'Infrastructure D'eau de la SADC, les 23 projets ont été identifiés comme critiques et de plus haute priorité des Etats Membres et de l'ordre du jour d'intégration général de la région.

Les projets choisis, choisis de 66 propositions soumises par les Etats Membres, se concentreront sur la génération d'hydroélectricité et une production agricole par l'irrigation améliorée, aussi bien que l'approvisionnement en eau et le système sanitaire.

Les projets seront exécutés par au moins deux pays qui partagent une rivière. Ceux-ci incluent le Projet d'Hydroélectricité de Batoka Gorge de 3.5 milliard de

US\$ étant développé par la Zambie et le Zimbabwe et le Programme de Développement du Bassin de la Rivière de Songwe, un projet de huit ans de 329 million de US\$ conjointement proposé par le Malawi et la République Unie de la Tanzanie. (Voir la Table)

“Les résultats développés en consultation avec les Etats Membres accentuent et démontrent clairement qu'il y a des opportunités régionalement

significatives, à travers les frontières et dans chacun des secteurs d'infrastructure d'eau,” le Secrétaire Exécutif de la SADC, Tomaz Augusto Salomão, a dit dans un Avant-propos au rapport.

Il a noté que la plupart des projets peuvent être développés dans une manière intégrée pour soutenir l'engagement à l'Administration Intégrée des Ressources D'eau (IWRM) qui a été adopté par la SADC. r

Projets de Priorité d'Eau de la SADC

Projets	Pays	Position	Duration	Financement (US\$)
A. Projets Regionaux				
3 Hydro-électricité à Inga	RDC – électricité regionale partagé	Etude de pré faisabilité faite	24-36 mois	7.6-10 milliards
Les Highlands de Lesotho Phase Deux	Lesotho, Afrique du Sud	L'Accord atteint à commencer Phase 2	En discussion	2 milliards
L'Hydro-électricité de Batoka Gorge	Zambie, Zimbabwe	L'Évaluation d'Impact de L'environnement (EIA) et l'Étude de faisabilité (EF) fait	24-36 mois	3.5 milliards
Programme du Développement du Bassin de la Rivière de Songwe.	Malawi, Tanzanie	EF et le design exposé en détail étant faits.	8 ans	329 millions
B. Projets Transfrontaliers				
Projet de Sécurité Alimentaire– Haut de l'Okavango	Angola, Namibie	Pré-EF faite	12-18 mois	66 milliards
L'Approvisionnement d'Eau de Vaal-Gamagara	Botswana, Afrique du Sud.	La note de Concept	12 mois	Non spécifié
Le Projet d'Approvisionnement d'Eau de Resano Garcia Weir	Mozambique, Afrique du Sud	Le design détaillé préliminaire et EIA fait	6-12 mois	6 millions
Le Projet d'Approvisionnement d'Eau de Lomahasha/Namaacha	Swaziland, Mozambique	Pré-EF faite en Swaziland	12 mois	13 millions plus le coup de Mozambique
L'Approvisionnement et le Système Sanitaire d'Eau pour 12 Endroits de Frontière dans Huit Pays.	Angola, Botswana, RDC, Malawi, Mozambique, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe	Concept supporté; quelques pré-EF faite	9-12 mois	600,000
C. Projets de Priorité des Etats Membres				
Lubango Phase 2 Projet d'Approvisionnement et du Système Sanitaire d'Eau.	Angola	Phase 1 le financement et le travail sont en cours.	12-18 mois	126 millions
Le Bassin de Limpopo Conjoint le Project du Monitoring d'Eau	Botswana, Mozambique, Afrique du Sud, Zimbabwe	Les Parties ont accepté de faire le projet.	6-12 mois	700,000
L'Approvisionnement et le Système Sanitaire d'Eau de Kinshasa	RDC	Pré-EF partiellement faite	Inconnu	220 millions (estimé)
Le Plan d'Approvisionnement d'Eau dans les Plaines de Lesotho. Zone 1	Lesotho	Phase de construction; les soumissions à être préparés	24-36 mois	78 millions
Barrage de Mombezi (À usages multiples)	Malawi	EF faite; pré-design est en cours	16 mois	209 millions
13 Lotissements – Approvisionnement d'Eau	Ile Maurice	EF Complet	21-24 mois	10 millions
Barrage de Movene (À usages multiples)	Mozambique	Note de concept faite.	12-18 mois	10 millions
La Recharge Aquifer Dirigé en Windhoek	Namibie	Infrastructure de Recharge et des puits sont en place	18 mois	55 millions
Le Projet de Non-Revenu d'Eau et Usage Efficace	Seychelles	Le plan majeur de développement fait	18 mois	69 millions
Le Projet d'Administration de la Demande d'Eau.	Afrique du Sud	Les possibilités d'expansion sont nécessaires	24-36 mois	Varie selon le cadre final
Barrage de Nondvo (À usages multiples)	Swaziland	Pré-EF faite	12-18 mois	143 millions
Le Projet d'Irrigation du Valet de Ruhuhu	Tanzanie	Note de Concept faite	12 mois	12.3 millions
Le Projet d'Adaptation du Changement Climatique.	Zambie	Le Projet planifié	24-48 mois	13 millions
Le Projet d'Approvisionnement d'Eau de Bulawayo par le Fleuve Zambèze.	Zimbabwe	EF et EIA complet	12-18 mois	1.25 milliards

Sourcne Secrétariat de la SADC

Les négociations du grand ZLE à commencer en Décembre

par Kizito Sikuka

LE PREMIER tour des négociations pour établir une Zone de Libre-Echange Tripartite couvrant 27 pays dans l'Afrique de l'est et australe sont prévues commencer en Décembre.

Cela suit l'adoption des principes, modalités et un guide pour les négociations qui étaient bien consenti au deuxième sommet Tripartite du Marché Commun pour l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA), la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et la SADC tenu en Afrique du Sud cette année.

Le président du Détachement Spécial Tripartite, qui mène le processus d'implémentation, Sindiso Ngwenya a dit que beaucoup de points ont été couverts pour commencer des négociations.

"Conformément au guide décidé par le Sommet, il est maintenant planifié que le premier tour des négociations sur la Zone de Libre-Echange Tripartite auront lieu à Nairobi, Kenya en Décembre," a dit Ngwenya, qui est aussi le Secrétaire Exécutif du COMESA.

"Il est envisagé que les négociations pour établir la ZLE Tripartite seraient accomplies pendant un délai de 36 mois (ou trois ans) comme décidé par le Sommet Tripartite en Juin," a-t-il ajouté.

Selon le guide, les négociations sur le soi-disant "Grand" ZLE seront accomplies dans de différentes phases.

La phase préparatoire implique surtout la divulgation et l'échange de toutes les



informations pertinentes, en incluant des tarifs nationaux et des données commerciales et des mesures existant. Ce stade devrait aussi voir l'adoption des termes de référence et des règles de procédure pour l'établissement d'un Forum de Négociation Commercial Tripartite.

On s'attend à ce que la phase préparatoire dure entre six et 12 mois, après laquelle la première phase des négociations commencera.

À ce stade, les négociations couvriront des points de base sur la libéralisation tarifaire, les règles d'origine, les procédures de la douane et la simplification en documentation de la douane, les procédures de transit, barrières non-tarifaires, remèdes commerciaux et d'autres barrières techniques et des résolutions sur les conflits de commerciaux de la ZLE.

On s'attend à ce que la deuxième phase des négociations couvre le commerce dans les services et d'autres questions concernant le commerce comme les droits de propriété intellectuelle, la politique de compétition et le développement commercial et l'esprit de compétition.

Ce cadre Tripartite est né d'une réalisation que les procès d'intégration régionaux des trois communautés régionales étaient semblables et dans certains cas identiques.

Ainsi, on l'a jugé prudent que les trois Communautés Économiques Régionales (RECs) doivent coopérer et harmoniser leur commerce, infrastructure et d'autres programmes d'intégration régionaux.

L'establishment de la ZLE Tripartite est attendu promouvoir le commerce intra-régional en créant un plus large marché, des écoulements d'investissement augmenté, un esprit de compétition amélioré et le développement d'infrastructure trans-régionale.

Il créera un marché intégré avec une population combinée d'environ 600 millions de personnes et d'un Produit Intérieur Brut total de plus d'un trillion US\$.

Cela ouvrirait des frontières littéralement la moitié du continent, en s'étendant sur les régions entières du sud et de l'est de l'Afrique - du Cap au Caire.

La ZLE servira d'une des unités élémentaires de structure de la Communauté Économique

Africaine proposée, qui a été une vision de longue date des leaders du continent depuis 1963 à la formation de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA).

Ainsi, on s'attend à ce que la création d'une "Grande" ZLE devienne un nouveau point de référence d'une intégration régionale et continentale plus profonde en Afrique.

Certains des projets d'infrastructure importants planifiés par les trois RECs incluent ceux au bord du Corridor au Nord-sud, qui traverse huit pays dans l'Afrique australe et de l'est.

Un initial de 1.2 milliard de US\$ a été levé en Avril de 2009 pour moderniser l'infrastructure régionale en incluant plus de 8,000 kilomètres de route et de 600 kms de rail aussi bien qu'en modernisant des lignes de transmission d'énergie et des ports.

Pourtant, il y a le besoin pour plus d'effort dans les secteurs de la génération d'énergie et la transmission aussi bien que l'infrastructure routière pour garantir que le processus d'intégration plus profonde est complètement accompli.

COMESA-EAC-SADC ont lancé leur programme collectif de coopération il y a juste trois ans en Kampala, Ouganda à leur Premier Sommet Tripartite, où les chefs ont été d'accord sur un programme des activités d'harmonisation commerciale pour promouvoir le mouvement lisse des marchandises et des services à travers les Etats Membres. sardc.net



Réserves importantes de gaz naturel

LES DECOUVERTES des réserves de gaz naturel récentes dans un certain nombre des pays de l'Afrique australe peuvent attirer attention à un énorme potentiel pour l'exploitation de la ressource dans une région qui se débat à présent avec un déficit écrasant en énergie.

La côte est de l'Afrique a émergé dans les quelques dernières années comme un des endroits sur le paysage les plus brillantes en énergie global, avec beaucoup de gaz naturel découvert en Mozambique et dans la République Unie de la Tanzanie. L'exploration prend lieu aussi dans tous les autres Etats Membres de la SADC malgré que les quantités exactes des réserves soient inconnues pour ces pays.

Certaines des découvertes majeures de gaz naturel dans la région sont accentuées ici, aussi bien que le potentiel impact cela a sur la situation d'énergie dans la SADC.

Mozambique

Les nouveaux découvertes de gaz naturel côtier au long de la côte de Mozambique sont attendues être un "changeur de jeu" pour le pays et la région de l'Afrique australe.

La compagnie, Anadarko Petroleum Corporation basé aux États Unie a brusquement augmenté leur estimation pour la quantité de gaz naturel contenu dans un grand champ qu'il a trouvé sur la côte de Mozambique.

Anadarko a annoncé en Novembre qu'il avait augmenté l'estimation des ressources de gaz naturel recouvrables des quatre découvertes faites dans Un bloc de sa Région en Mer à entre 15 trillions et 30 trillions de pieds cubiques (tcf) du gaz.

La compagnie basée à Texas avait au départ dit que le champ contenait 6 tcf de gaz, une figure qu'il a augmenté plus tard à 10 tcf en Octobre, avant le fait d'aller à 15 tcf en Novembre.

Pour mettre les figures en contexte, la quantité de gaz découvert dans le bloc d'Anadarko serait assez pour rencontrer la consommation du gaz d'une année par les États-Unis qui exige environ 30 tcf par an.

Le directeur général d'Anadarko, James Hackett, a dit que l'estimation révisée a soulevé la confiance de la compagnie que "cela pourrait être un des champs de gaz naturel les plus importants découverts dans les 10 ans derniers."

L'annonce est venue juste un mois après que le géant d'énergie Italien, Eni SpA, a annoncé qu'il avait trouvé 22.5 tcf de gaz sur la côte de Mozambique — la plus grande découverte d'une telle exploration dans l'histoire de la compagnie.

Ces grandes découvertes sont assez grandes pour soutenir la construction d'une grande usine de Gaz Naturel Liquéfié (LNG) au Mozambique, qui catapulterait l'Etat Membre de la SADC dans la ligue des plus grands exportateurs du gaz du monde.

République Unie de la Tanzanie

Les eaux en mer riches en gaz de la République Unie de la Tanzanie ont récemment attiré un certain nombre de grands joueurs, en incluant Exxon Mobil, Statoil ASA de la Norvège et le Groupe BG PLC.

Les réserves actuelles de gaz naturel de la Tanzanie sont montées à plus de 10 tcf d'une estimation précédente de 7.5 tcf après les découvertes importantes du gaz dans les eaux profondes du pays dans la région en mer.

Le Ministre de l'Energie et des Minéraux Guillaume Ngeleja a annoncé en Septembre que l'Etat Membre de la SADC avait désigné certains de ses dépôts du gaz pour l'exportation.



Le gaz naturel – le future en énergi

"Trois champs en mer de gaz ont été découverts dans les eaux profondes et les plans sont en route pour évaluer les champs de gaz pour le développement possible," a dit Ngeleja.

Cela apporte le nombre total des champs de gaz trouvés dans la région en mer du pays à sept.

La Tanzanie avait auparavant découvert des dépôts de gaz dans quatre régions - l'Île de la côte de l'est Songo Songo, proche à l'Ouest de Songo Songo, la Baie de Mnazi dans le sud-est de la Tanzanie et à Mkuranga près de Dar es Salaam.

"Les indications préliminaires montrent que la Tanzanie peut avoir des réserves considérables du gaz de plus de 10 trillions de pieds cubiques qui peuvent favorablement être développés pour satisfaire notre demande locale et pour l'exportation," a-t-il dit.



Deux des découvertes de gaz naturel fournissent déjà du gaz à la capitale commerciale du pays, Dar es Salaam, de produire l'électricité et de faire fonctionner les industries.

L'Afrique du Sud

L'Afrique du Sud, comme la Tanzanie, a déjà un marché du gaz et promeut activement l'utilisation de gaz naturel comme une source alternative d'énergie.

Selon le Ministre d'Énergie Sud-Africain, Dipuo Peters, le couche de houille de méthane n'a plus été considéré "comme un obstacle dans le secteur d'extraction du charbon, mais est plutôt devenu vite connu comme une source d'énergie commercialement viable."



ENERGIE AUSTRALE

Énergie dans l'Afrique du sud ?

“Il est aussi de plus en plus important que nous collaborons avec nos voisins comme la Mozambique (avec qui nous avons déjà la coopération à long terme sur les réserves du gaz), la Namibie, l'Angola, le Botswana et le Zimbabwe,” Peters a dit aux journalistes sur les activités de la 17ème Conférence des Parties (COP17) à la Convention de Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique qui a eu lieu au Durban, Afrique du Sud du 28 Novembre au 9 Décembre.

Elle a dit qu'une coopération régionale semblable à celle qui est bien établi en Europe est essentielle si l'Afrique australe doit s'attaquer au développement d'énergie avec succès.

L'Afrique du Sud importe déjà une quantité substantielle de gaz du Mozambique, qui est essentiellement utilisé pour les usines de gaz-à-liquide et d'autres processus industriels.



Peters a dit que les plans sont actuellement en cours pour construire une centrale tirée de gaz avec la capacité de 140 mégawatts par une société en participation entre Sasol et l'utilité de l'électricité de Mozambique Hidroelectrica de Cahora Bassa.

Le Botswana

Le Botswana a annoncé en Janvier que les découvertes préliminaires montraient 196 tcf de gisement du charbon de méthane dans le Bassin de Karoo du Kalahari Central.

Une Étude d'Exploration du Gisement du charbon de Méthane lancée par le Département d'Enquête Géologique du pays a révélé que les gisements à charbon dans la région du Bassin de Karoo

Kalahari contiennent une quantité significative des réserves du gaz, qui ont le potentiel d'être plus développé.

Le gouvernement du Botswana encourage le secteur privé de s'embarquer et continuer avec l'exploration et développé de plus les champs du gaz.

L'Angola

Selon la compagnie étatisée Angolais d'exploration du gaz naturel, Sonagas, la quantité exacte de réserves de gaz naturel en Angola est inconnue, mais estimé à plus de 11 tcf. Comme dans la plupart des États Membres de la SADC, le manque des informations exactes sur les réserves de gaz naturel en Angola est dû partiellement à l'absence d'investissement dévoué aussi bien que le manque d'un cadre juridique et contractuel qui promeut l'exploration et le développement de gaz naturel dans le pays.

Conclusion

Pendant que le discours actuel dans le secteur d'énergie de la SADC et effectivement à l'échelle mondiale, s'est concentré sur les sources d'énergie renouvelables, les découvertes récentes d'énorme point de réserves de gaz naturel à un plus fort cas de substituer les sources à charbon et de pétrole existantes avec le gaz naturel.

Les découvertes viennent au moment où l'importance du gaz naturel dans la balance d'énergie globale monte. Les inquiétudes du changement climatique poussent les compagnies d'électricité d'échanger du charbon et du pétrole au plus propre gaz brûlant dans la génération d'électricité et son potentiel comme un combustible de transport est aussi largement exploré.

Selon la Perspective d'Énergie Internationale (IEO) de 2000, le gaz naturel est la composante à croissance plus rapide en consommation d'énergie globale primaire.

L'utilisation du gaz est projetée de plus que le double entre 1997 et 2020, en atteignant 167 tcf par an.

Les prévisions de cette période consistent est que la part de la consommation d'énergie totale augmentera de 22 pour cent en 1997 à environ 29 pour cent d'ici à 2020. À présent, le gaz représente un très petit pourcentage d'usage d'énergie dans l'Afrique australe.

Le gaz naturel n'est pas seulement favorable parce-que il a moins de contenu en carbone que le charbon et le pétrole brut, mais les usines tirées de gaz exigent moins d'eau, ont des temps de construction plus courts et ont des prix de capitale par unité de capacité plus bas quand comparé aux usines tirées de charbon.

La transition vers l'usage du gaz a aussi des avantages sociaux. Il présente une opportunité excellente de réduire la dépendance à la biomasse.

Plus de 70 pour cent des 270 millions des personnes dans la SADC dépendent à présent de la biomasse comme bois combustible pour leurs exigences d'énergie.

Les réformes d'énergie dans la région fournissent aussi l'étayage d'une industrie de gaz d'une future pleine de vie, comme les réformes causent de plus en plus une distinction entre les politiques publiques et l'investissement privé et l'opération.

Les réformes se sont surtout concentrées sur le renforcement de la formulation de stratégie d'énergie, avec une augmentation concentrant sur la maintenance de l'environnement, le rôle par les communautés locales et l'égalité des sexes. r

Le Pool d'Électricité de l'Afrique Australe

SAPP à ajouter comme électricité nouvelle 1,600MW en 2012

LE POOL d'Électricité de l'Afrique Australe (SAPP) s'attend à commander des projets qui ajouteront environ 1,600 mégawatt (MW) de nouvelle électricité en 2012, en montant à un cumulatif de 17,000MW d'ici à 2015.

C'est un peu plus haut que le 1,250MW planifiées

pour commander cette année.

Selon SAPP, on s'attend à ce que la nouvelle électricité vienne de l'Angola, le Botswana, la République Démocratique du Congo, le Lesotho, la Namibie, la République de la Tanzanie, l'Afrique du Sud et la Zambie. (voir la Table) r



Mozambique projetée d'augmenter la production d'électricité de Cahora Bassa

MOZAMBIQUE PROJETTE de lever la production du barrage hydroélectrique de Cahora Bassa de 2,100MW à environ 3,200MW pendant les cinq ans prochains pour satisfaire la demande montant dans le pays et dans la région de l'Afrique australe.

Le directeur général de Cahora Bassa, Paulo Muxanga, a dit que le projet coûtera autour d'1 milliard de US\$ et est attendu être financé tant par

(HCB) que les investisseurs privés.

“Le projet principal que nous avons est la partie du nord-centre du barrage de Cahora Bassa, qui apportera 1,245MW d'électricité supplémentaires,” a dit Muxanga. Actuellement, l'électricité est produite seulement dans la partie du sud de Cahora Bassa.

Les études géologiques et hydrologiques seront conclues avant le Janvier de 2012 avec la construction attendue commencer en 2013. r

No	Pays	Capacité de la Nouvelle Génération d'électricité, MW					TOTAL
		2011	2012	2013	2014	2015	
1	Angola	150	0	260	260	0	670
2	Botswana	120	600			300	1,020
3	RDC	75	430	25	150		680
4	Lesotho		25		110		135
5	Malawi			64	150	100	314
6	Mozambique			150	600	750	1,500
7	Namibie	23	83	103		800	1,009
8	Afrique du Sud	530	288	3,105	1,721	2,890	8,534
9	Swaziland					300	300
10	Tanzanie	60	160		740	600	1,560
11	Zambie		6	360	120	34	520
12	Zimbabwe	290		20	55	355	720
TOTAL		1,248	1,592	4,087	3,906	6,129	16,962

Source SAPP

Le Fonds d'Énergie Durable pour l'Afrique (SEFA)

ON S'ATTEND à l'approbation d'un plan d'action pour établir un fonds d'énergie pour l'Afrique qui promeuve l'exploration des sources d'énergie différentes pour garantir que la demande et les réserves sont uniformément correspondues sur le continent.

L'Afrique est hautement accordée avec des ressources d'énergie comme l'hydroélectricité, l'énergie éolienne et l'énergie solaire. Pourtant, les finances limitées et d'autres défis continuent à entraver le progrès vers l'exploitation complète des ressources.

Par exemple, la Banque de Développement Africaine (AfDB) estime que l'hydroélectricité seule représente environ 45 pour cent de la génération électrique de l'Afrique Sous-Saharienne, mais seulement quatre pour cent du potentiel commercialement exploitable du sous-continent ont été exploités.

La décision récente par l'AfDB et le gouvernement du Danemark de créer un Fonds d'Énergie Durable pour l'Afrique (SEFA) est résolu d'aider ouvrir l'investissement beaucoup nécessaire dans le secteur d'énergie.

Selon l'accord entre les deux côtés, le fonds d'énergie serait utilisé pour la création de capacité et l'investissement dans les projets d'énergie durables au cours d'une période de cinq ans. Le budget pour le fonds est 300 millions des DKK (57 millions de US\$). Finalement, SEFA deviendrait un fonds de multi donateur aussitôt que les partenaires supplémentaires acceptent d'adhérer.

SEFA fournirait deux fenêtres de financement, avec le premier visé au soutien du développement et du dessein de génération d'énergie renouvelable et des projets de distribution à la valeur de plus que 30million de US\$.

Le deuxième soutiendra les petits à moyenne entreprises sur une base d'investissement d'équité et de subvention mélangée. La somme totale mise de côté pour cette composante est d'environ 30 million de US\$.

La création du fonds d'énergie pour l'Afrique est en conforme avec les nouvelles tendances dans le secteur d'énergie global, qui change lentement à l'adoption plus large de sources d'énergie plus propres qui résultent dans moins d'émissions de carbone pour protéger l'environnement.

L'Afrique australe a enregistré un progrès régulier vers l'augmentation de son carneau d'énergie renouvelable, avec un certain nombre de projets de priorité sur l'énergie plus propre et alternative étant identifiée pour commander pendant quelques années prochaines.

Ces projets incluent le projet d'hydroélectricité de Mphanda Nkuwa au Mozambique et le

projet du Barrage d'Inga en RDC, qui a le potentiel de produire environ 40,000 mégawatt (MW) d'électricité.

Les attentes que ces projets seraient de forts adversaires de SEFA sont hautes, bien que le fait d'accéder à de tels fonds puisse s'avérer être complexe.

Pour garantir que la région profite complètement du fonds, la SADC doit adopter une approche proactive d'accéder au fonds d'énergie pour promouvoir sa génération d'énergie et la capacité de production.

Cela peut inclure la première préparation et l'identification de projets qui seraient convenables pour financer sous SEFA.

La région a une meilleure chance d'accéder au fonds s'il identifie des projets à un appel régional au lieu des projets individuels du pays qui ne promeuvent pas d'intégration régionale puisque la plupart des financiers préfèrent des projets qui ont un impact régional. r

BRICS... L'Afrique du Sud soutient la devise commune



L'AFRIQUE DU Sud soutient les plans pour une seule unité de devise dans le groupement de BRICS que les économies émergeant pourraient utiliser pour faire du commerce entre eux et circonvier le besoin pour les conversions de l'Euro et du dollar.

L'idée, proposée en Avril quand l'Afrique du Sud a rejoint, la Russie, l'Inde et la Chine comme un membre du groupement de BRICS, pourrait provoquer la consternation en Europe avec la crise du zone Euro qui a apporté en question le bon sens d'unités monétaires commune non soutenues par le fiscus centralisé.

Barrage de Botswana accomplie en avance des prévisions

LA SOCIÉTÉ chinoise de construction Sinohydro Botswana dit qu'il a accompli la construction du barrage Dikgathlong en avance des prévisions et a soumis une demande d'acceptation au gouvernement de Botswana pour évaluer le projet avant la fin de cette année.

On s'attendait à ce que le projet, qui a commencé en Mars 2008, soit accompli avant Février 2012 et être commandé le mois suivant.

"Je suis très fier de dire que ce projet de barrage est un des peus projets qui ont été accomplis en avance du délai contractuel. Et en dépit des défis que nous avons rencontrés pendant la construction," l'ingénieur résident du barrage, Boikanyo Mpho, a dit.

Dikgathlong sera le plus grand barrage au Botswana avec une capacité de 400 millions de mètres cubiques. r

BRICS, un acronyme des cinq états membres le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud, se rencontrent régulièrement pour discuter des questions économiques des intérêts et aussi des intérêts politiques que chacune des nations partage.

Il est estimé que le groupe tient presque la moitié des réserves étrangères du

monde en ce temps quand les réserves en Europe et aux États-Unis sont entrain d'être érodées.

La dépendance de Mozambique à l'aide étrangère en déclin

LA DÉPENDANCE de Mozambique à l'aide étrangère décline, le Ministre de Finance Manuel Chang a dit au parlement du pays en présentant le budget national de 2012.

Chang a dit que seulement 39.6 pour cent de dépense publique seront couverts par les subventions étrangères et les prêts l'année prochaine, avec 60.4 pour cent du budget à être réalisé par des ressources domestiques.

Dans le budget de 2011, 44.6 pour cent de dépense ont été couverts par l'aide étrangère pendant que la figure était 51.4 pour cent en 2010.

Chang a dit que le déclin attendu dans l'aide étrangère, dans les termes de pourcentage, était dû surtout aux "calculs prudents" par les pays donateurs, qui sont eux-mêmes sous l'énorme pression budgétaire. AIM r

Le Lesotho à relancer le secteur de textiles

LE GOUVERNEMENT de Lesotho projette dépenser 100 millions de maloti (environ 12.7 millions de US\$) pendant les deux ans prochains dans un effort de rendre vie à l'industrie de textile.

"L'objectif ... est de stabiliser les emplois dans l'industrie de textile et de fournir de la capitale aux compagnies pour qu'ils puissent profiter de la récupération [économique] globale," Timothy Thahane, Ministre de Finance et Planification de Développement a dit.

"C'est plus dur pour les pays Africains de rester compétitif, mais cette industrie est vraiment importante pour l'économie de Lesotho, donc

nous devons faire ce que nous pouvons."

L'industrie de textile du Lesotho a grandi rapidement au cours des années 1990 et au début des années 2000, partiellement grâce au projet de certification de crédit de l'Union Douanière de l'Afrique Australe (SACU) qui a permis aux compagnies qui exportent de textile pour gagner des remboursements sur les taxes payés sur les importations utilisées pour la production.

Pourtant, l'industrie a été frappée durement au cours des dernières années. Le projet SACU a fini en Mars de 2010, pendant que ses marchés principaux aux États-Unis ont réduit l'importation des textiles. r

Même si la création d'une seule devise pourrait avoir ses défis, le développement promouvrait le commerce et les relations parmi les pays membres qui ne devraient plus utiliser les dollars ou les Euros pour faire du commerce. *Mail & Guardian* r

Les Discussions d'EPA progressant bien

LES NEGOCIATIONS commerciales de long calées entre l'Union Européenne et les pays de l'Afrique australe pour créer les Accords d'Association Économique (EPAs) reprend le pas de nouveau.

Après un sommet d'Afrique du Sud-UE en Septembre, José Manuel de Morais Briosa Gala, le représentant personnel pour l'Afrique au président de la Commission Européenne, a dit qu'il y avait "maintenant la volonté pour terminer les négociations".

Les négociations d'EPA ont heurté sur un problème à travers l'Afrique et surtout en Afrique australe, qui demande le meilleur accès aux marchés Européens pour ses produits agricoles.

Les pays africains ont réchigné à signer les EPAs, qui visent six groupes régionaux d'anciennes colonies Européennes.

L'UE a annoncé que les pays qui n'auraient pas signé ou auraient ratifié l'EPAs avant le 1 Janvier 2014 perdraient l'approche exempte de droits aux marchés Européens. r

Le Forum d'Equipe des Spécialistes Chine- Afrique vise à renforcer le dialogue

par Joseph Ngwawi

LA CHINE et l'Afrique ont fait un autre pas pour renforcer leurs relations avec le lancement d'un forum pour promouvoir la recherche et les échanges parmi les équipes des spécialistes.

Les représentants d'instituts de recherche, les chefs politiques et d'affaires de la Chine et de 27 pays africains se sont rassemblés dans les villes chinoises de Hangzhou et de Jinhua à la fin d'Octobre pour la première réunion du Forum d'Equipe des Spécialistes Chine-Afrique (CATTF).

Le nouveau forum établit un mécanisme pour les équipes des spécialistes Chinois et Africains d'échanger des idées et d'accomplir le travail coopératif vers la compréhension plus profonde et le potentiel des relations Chine-Africain.

Tenu du thème "les Relations Sino-Africaines dans la



Deuxième Décennie du Siècle", la réunion a reconsidéré les réalisations du développement des relations Sino-Africaines dans la décennie passée, a analysé les problèmes et les défis existants dans les relations actuelles Sino-Africaines et la perspective pour le développement et les secteurs de l'innovation potentielle de la décennie prochaine.

"Nous considérons le Forum d'Equipe des Spécialistes Chine-Afrique comme une initiative positive et croyons que c'est à propos et nécessaire de convoquer sa 1^{ère} réunion à ce

temps," ont dit les participants dans une déclaration à la fin de la réunion.

"Nous croyons aussi que cela devrait être un plateforme partagé et une institution régulière pour le dialogue et les échanges entre les équipes des spécialistes Chinois et Africains dans l'ère nouvelle."

Les relations coopératives Sino-Africaines ont connu un développement rapide depuis 2000 et, actionné par le moteur de base du Forum sur la Coopération Chine-Afrique (FOCAC), les liens grandissants sont devenus un des secteurs les plus significatives dans les relations internationales de la décennie passée.

"Nous connaissons un changement accéléré dans les structures d'énergie globales, avec la dominance longue - établie de l'Ouest dans les structures d'énergie, du commerce et de l'économie étant défiée par le Sud et l'Est," Essop Pahad, ancien Ministre de la Présidence en Afrique du Sud sous Thabo Mbeki, a dit pendant le lancement du forum.

Le Vice-Ministre des Affaires Etrangères Chinois, Zhai Jun a acclamé les relations se développant entre la Chine et l'Afrique et a dit que CATTF devrait être le catalyseur pour renforcer les liens existants pendant la deuxième décennie de FOCAC.

"Les équipes des spécialistes ont un rôle de promouvoir des relations Chine-Afrique et ensemble nous travaillerons avec les gouvernements Africains pour cultiver une situation de victoire à tous," a dit Zhai.

Le CATTF contribuera au fait de créer des liens parmi les équipes des spécialistes Chinois et Africains aussi bien que les érudits d'autres parties du monde avec un intérêt aux relations Sino-Africaines pour accomplir le dialogue, les échanges et les études sur les liens florissant entre la Chine et l'Afrique en ordonnance de promouvoir la compréhension réciproque et offrir des recommandations politique.

Le forum a le soutien complet du Comité de Suite du FOCAC comme un pas de plus pour mettre en pratique la Recherche Collective et le Programme d'Echange Chine-Afrique, une des huit mesures annoncées par le Premier Ministre Chinois Wen Jiabao à la Quatrième Réunion Ministérielle de FOCAC à Sharm el Sheik, en Egypte en Novembre 2009.

Les participants au lancement sont venus de l'Angola, le Botswana, le Cameroun, la Chine, la République Démocratique du Congo, la République du Congo, l'Egypte, le Guinée Équatoriale, l'Éthiopie, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, l'Ile Maurice, le Maroc, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, le Rwanda, l'Afrique du Sud, la Tanzanie, le Togo, la Tunisie, l'Ouganda, le Sénégal, la Sierra Leone, le Soudan, le Zimbabwe et l'Union Africaine.

Le lancement a été suivi par un séminaire prolongé des équipes des spécialistes Chinois et Africains accueillis par l'Institut des Études Africaines à l'Université Normale Zhejiang en Jinhua. *sardc.net* r

Résumé Clé de FOCAC

LA CONCENTRATION centrale de relations Chine-Afrique est sur le développement économique tant de l'Afrique que de la Chine et les secteurs de priorité clé sont :

- Le développement d'Infrastructure en Afrique;
- L'agriculture;
- L'exploration et l'extraction des ressources minérales et énergétique;
- La coopération d'investissement et d'affaires;
- Le commerce;
- La finance;
- Le transport; et
- La science, la technologie et la technologie en communication d'information. r

Kabila est élu le Président de la RDC pour le deuxième terme

ON A élu le président Joseph Kabila pour un deuxième terme après avoir gagné une élection présidentielle passionnément contestée dans la République Démocratique du Congo (RDC) en Novembre.

Selon les résultats finaux sortis par la Commission Électorale Indépendante de la RDC (IEC) le 9 Décembre, le jeune Kabila du Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie a reçu 48.9 pour cent

de 17.3 millions de congolais qui ont votés au cours de l'élection présidentielle du 28 Novembre.

Son plus proche rival, le vétéran politicien Etienne Tshisekedi du Parti de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Sociale, a reçu 32 pour cent des votes valides.

Tshisekedi a contesté les résultats de sondage, en exigeant qu'il fût le chef démocratiquement élu de la RDC.

Conformément à la loi Congolaise, les résultats présidentiels doivent être certifiés par la Cour Suprême, mais la certification est généralement considérée une

formalité. L'inauguration du président élu a été mise pour le 20 Décembre.

Un total de 11 candidats présidentiels a pris part au cours des élections, en incluant Vital Kamerhe, un ancien directeur de campagne d'élections pour Kabila qui est maintenant à la tête de l'Union Nationale Congolaise.

Kabila a été au pouvoir depuis 2001 après la mort de son père la même année. En 2006, il a gagné les premières élections démocratiques du pays après des années de conflit.

La victoire a donné à Kabila une autre chance de continuer avec les réformes économiques et politiques qui ont pour l'instant garanti la paix relative en RDC.

C'était la première fois que les élections ont été tenues sous l'acte de Réforme Électorale récemment promulgué, qui a abandonné l'exigence pour un deuxième tour d'élection au cas où aucun des candidats présidentiels n'a marqué une victoire absolue.

Au cours des élections précédente, un candidat devait gagner 50 " pour cent plus un" votes pour être élu le président. Un deuxième tour de sondage été auparavant exigé pour une somme dérisoire les deux premiers candidats pour déterminer le vainqueur au cas où aucun des candidats présidentiels n'a recueilli plus du moitié des votes.

Au cours des élections de 2006, Kabila a gagné 44.81 pour cent des votes au premier tour de sondage en Juillet pendant que son plus proche rival, Bemba, avait 20.03 pour cent. Cela a poussé pour un sondage de ruissellement en Octobre de la même année à laquelle Kabila a gagné 58.05 pour cent des bulletins de vote contre 41 pour cent pour Bemba.

Plus de 18,500 candidats ont contesté pour 500 places au cours d'une élection parlementaire parallèle. Les résultats parlementaires temporaires sont dus en mi-Janvier. r



Déclaration Collective

Sur les Élections Présidentielles et Parlementaires en République Démocratique du Congo

APRÈS LA conclusion des élections Présidentielles et Parlementaires tenus le 28 Novembre 2011 une discussion en profondeur est survenue entre les dessous mentionnés missions d'observateur. En vue à la Déclaration de l'OUA de Durban du Juillet 2002 sur les Principes et les Directives Gouvernant les Élections Démocratiques en Afrique, les missions ont été d'accord sur la Déclaration collective suivante:

"Les Missions d'Observateur Africaines de la République Démocratique du Congo (l'Union africaine (AU), la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC), la Conférence Internationale de la Région de Grands Lacs (ICGLR), la Communauté Économique des États Africains Centraux (ECCAS), le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA):

1. Acclamer la détermination des gens congolais de tenir les deuxièmes élections démocratiques le 28 novembre 2011, comme cela consolidera la paix, améliorera la réconciliation nationale, promouvra le processus démocratique et posera la fondation pour la paix durable, le développement économique et social;
2. Appréciez davantage la volonté, l'enthousiasme et la grande participation par les gens congolais pendant les élections;

3. Accueille la tenue réussie des élections malgré les nombreux défis avec lesquels le pays est affronté et a noté les défis techniques et logistiques qui ont assombrés la tenue des élections;
4. Accueillir les efforts faits pour aider les gens congolais à librement exercer leur droit de voter;
5. Regretter quelques actes de violence isolés pendant les élections;
6. L'appel à tous les parieurs politiques congolais pour continuer à montrer un haut sens de responsabilité en acceptant le résultat des sondages et devrait-il être n'importe quelle dispute dus les processus juridiques devraient être poursuivis;
7. Accueillir l'esprit de coopération et de solidarité entre eux en observant les élections actuelles et conseiller fortement à tous les parieurs en incluant les partenaires de contribuer expressivement au processus démocratique dans le RDC.

Chef de Délégations pour AUEOM; SEOM; ECCAS; ICGLR; COMESA" r

L'Afrique australe prête pour l'AFCON

TROIS PAYS de l'Afrique australe lèveront le profil régional aux finales de la Coupe d'Afrique des Nations 2012 (AFCON) qui aura lieu au Guinée Équatoriale et au Gabon en Janvier-Février.

L'Angola, le Botswana et la Zambie ont réservé leurs places aux finales de l'année prochaine comme les vainqueurs du groupe et ils rejoignent 13 autres pays Africains qui participeront au tournoi bisannuel.

L'Angola, qui a accueilli les finales précédentes en 2010, n'a pris sa place qu'au dernier jour de qualification quand ils ont battus le Guinée-Bissau par deux-zéro. Le Botswana a pris leurs adversaires par surprise et sera une équipe émergente à regarder, pendant que la Zambie a été aux finales de l'AFCON pour un record de 15 fois.

Le meilleur moment de la Zambie au tournoi continental est venu en 1994 où, contre toute attente, l'Association Football Zambien a réussi à rassembler une équipe forte qui a atteint le match final 1994 après la perte de l'équipe entière dans un accident aérien l'année précédente.

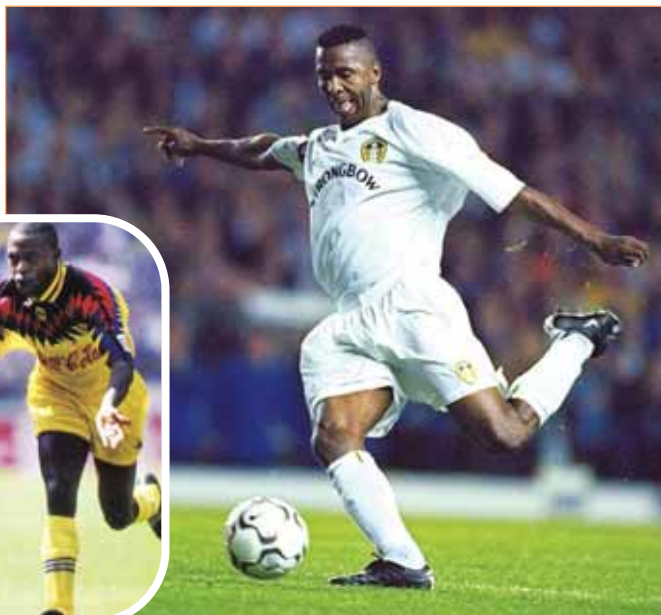
L'équipe Zambien a péri en 1993 près du Gabon en chemin pour jouer avec le Sénégal dans un qualificatif du Coupe du Monde.

Le président d'Association de Football Zambien Kalusha Bwalya, qui a commandé l'équipe pionnier de 1994, a exprimé l'optimisme que son équipe fera bien au tournoi malgré la séparation des voies avec la raison réciproque de leur entraîneur italien.

"L'entraîneur a fait un bon travail," a-t-il dit, en ajoutant que les changements dans le département d'entraînement



Kalusha Bwalya



Lucas Radebe

sont faits pour améliorer l'équipe.

Le tirage au sort pour les finales de l'AFCON 2012 a vu l'Angola être apparié avec la Côte-d'Ivoire, le Burkina Faso et le Soudan dans le Groupe B,

pendant que le Botswana a été groupé avec le Guinée, le Ghana et le Mali dans le Groupe D. La Zambie fera la bataille dans le Groupe A, avec le pays accueillant le Guinée Équatoriale, la Libye et le Sénégal.



Peter Ndlovu

Les deux premières équipes dans chacun des quatre groupes seront qualifiées pour le deuxième tour.

La Coupe d'Afrique des Nations est restée un tournoi influent depuis 1957 où le tournoi initial a été tenu à Khartoum, Soudan.

L'Afrique du Sud est le seul pays de l'Afrique australe à avoir gagné la Coupe d'Afrique des Nations quand il a accueilli les finales en 1996.

L'Angola était le deuxième pays de la SADC à accueillir les finales, en 2010, quand quatre équipes de l'Afrique australe ont participé: l'Angola, le Malawi, la Mozambique et la Zambie. *sardc.net* r

SADC lance une campagne de La Renaissance Culturelle Africaine

L'AFRIQUE DU Sud a lancé une Campagne de La Renaissance Culturelle Africaine visée à la promotion de l'esprit Panafricaniste, le renouvellement culturel et l'identité comme partie des valeurs partagées du continent Africain.

La campagne, un programme de la Commission de l'Union Africaine (UA) de deux ans- a les clés composantes suivantes:

- La promotion des symboles de l'UA (le drapeau, l'hymne et le logo);
- La promotion des valeurs culturelles Africaines, en incluant les langues Africaines; et
- La promotion de la ratification de la Charte pour la Renaissance Culturelle



Africaine pour garantir son entrée en vigueur.

Le but primaire de la campagne est de rendre populaire la Charte pour la Renaissance Culturelle Africaine dans la région de la SADC pour permettre de mieux comprendre cet instrument continental et promouvoir sa ratification.

La Charte a été adoptée à la Sixième Séance Ordinaire de l'Assemblée des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'UA en Janvier 2006 à Khartoum, en Soudan.

En parlant au lancement de la campagne de la SADC, le Ministre d'Arts et Culture sud-Africain, Paul Mashatile, a dit que les Etats Membres doivent utiliser la Charte pour promouvoir l'unité dans la région. Il a conseillé aux pays membres de ratifier la charte en 2012.

"Notre héritage commun, nos cultures riches et diverses aussi bien que nos expressions artistiques doivent être utilisées pour cimenter les obligations d'amitié et de solidarité qui ont existé parmi nos gens pendant de nombreuses années." r

CALENDRIER DES ÉVÉNEMENTS
Décembre 2011 - Février 2012

Décembre 29 Nov-9 Déc., Afrique du Sud	Le Sommet du COP17 sur le Changement Climatique La 17 ^{ème} Conférence des Parties (COP17) de la Convention de Cadre de Nations Unies sur le Changement Climatique (UNFCCC) s'assemble à Durban, en Afrique du Sud pour discuter des solutions de l'augmentation dans les températures moyennes aériennes et océaniques globales, le fondant de neige et de glace très répandu et les niveaux marins montant en raison des émissions augmentées de gaz de serre.
1 ^{er} Décembre, ONU	Journée de SIDA Mondial Le 1 ^{er} Décembre chaque année la SADC rejoint le reste du monde dans le fait de commémorer le Jour de SIDA Mondial de l'ONU. Le thème pour cette année "Arrivé à Zéro".
6-7, Décembre, A confirmer	L'Atelier du Plan Majeur de Développement d'Infrastructure de la SADC Les experts se rencontreront pour discuter des plans d'accélérer le développement d'infrastructure régionale. On s'attend à ce que le Plan Majeur de Développement d'Infrastructure de la SADC guide le développement d'infrastructure clé comme la route, le rail et les ports.
12-16 Décembre, Ethiopie	La Conférence des Ministres de Développement des Ressources Minérale de l'UA Dirigé sous le thème "Construire un Avenir Durable pour l'Industrie Extraction de l'Afrique : de la Vision à l'Action", la conférence discutera l'implémentation de divers plans d'action Africains.
Janvier 21 Jan-12 Fév., Gabon et Guinée Eq	Coupe d'Afrique des Nations Un total de 16 pays Africain va concourir au tournoi se mestriel de football. Trois équipes de la SADC – l'Angola, le Botswana et la Zambie – lèveront le profil régional aux finales.
16 - 19, Emirats Arabes Unis	Le 5^{ème} Sommet d'Énergie Future Mondial Le sommet se concentrera sur l'innovation d'énergie dans l'implémentation politique, le développement de technologie, la finance et les approches d'investissement et les projets existants et à venir.
24-25, Afrique du Sud	Finance du Climat et Marchés de Carbone Afrique Comme la première réunion Africaine après COP 17, la Finance du Climat et Marchés de Carbone Afrique 2012, cherchera à adresser les défis clé pour développés des projets de climat en Afrique.
26-27, Zimbabwe	Le sommet de la ICT de l'Afrique Australe pour l'Education Le sommet se concentrera sur les secteurs clé pour établir des associations entre les ministères de l'Education et le secteur privé pour améliorer l'utilisation d'ICT dans l'éducation.
29-30, Ethiopie	La 18^{ème} Séance Ordinaire de l'Union Africaine Les Chefs d'Etat et de Gouvernement se rassembleront pour la 18 ^{ème} Séance Ordinaire de l'Union Africaine, précédée par les réunions techniques habituels et le Conseil des Ministres. Le thème du sommet "Soulever le Commerce Intra Afrique".
Février 21-23, Afrique du Sud	L'Indaba de l'Énergie d'Afrique La conférence annuelle cherche à explorer des voies dont l'Afrique pourrait exploiter ses énormes ressources d'énergie pour accomplir l'indépendance énergétique.
A confirmer, Zambie	38 Réunion de la SAPP On s'attend à ce que la réunion reconsidère la situation d'électricité en Afrique australe. La SAPP est composé de 12 utilités d'électricité dans la région de la SADC.
20-22, Kenya	Le Forum d'Environnement Ministérielle Globale Le forum explorera des voies dont la communauté globale pourrait arrêter le changement climatique. Le thème est "L'Économie Verte et le Gouvernement international de L'environnement et les Problèmes Émergeant". UNEP lancera la Perspective d'Environnement Globale (GEO-5) le Résumé pour les Décideurs.



L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI

SADC Aujourd'hui Vol 14 No 1 Décembre 2011

SADC AUJOURD'HUI
est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté de Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095,
Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITE DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglene Tauya, Stalin Tazvitya,
Phyllis Johnson, Patience Ziramba, Ndiyavhonga Ndou,
Forbes Chinyemba.

ONSEILLER À LA RÉDACTION
Chef de l'Unité de Communications d'Entreprise, SADC
Leefa Penhupifo Martin

TRADUCTION
Thania Muco

SADC AUJOURD'HUI est soutenu par le Ministère Norvégien des Affaires Etrangères, en soutien au Groupe Thématique sur l'Énergie de la SADC des Partenaires Internationaux de Coopération, qui est présidé par la Norvège.

© SADC, SARDC, 2011

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sadc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya

PHOTOS ET ILLUSTRATIONS
P1, P6, P16 SARDC, gstatic.com, Nampower; P2, Fedusa.org.za,
worldspresidents.com, mega-flags.com;
P4, globalevision.org, wikimedia.com; P7 planes.cz, panoramio.com,
rudijeggle.co.za; P8 ecogeneration.com; P9, lostonshore.typepad.com;
P12 Joseph Ngwawi; P13 aneki.com, P14 sporting-heroes.net,
equaliserfootball.com, flickr.com

Abonnez-vous aujourd'hui

SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sadc.net
www.sadc.net Connaissance pour le Développement




Southern African Research and Documentation Centre
www.sadc.net
Knowledge for Development

50 Ans

1961 – 2001



La Tanzanie à 50 : "Il n'y a pas de raccourci à nos aspirations"

LE 9 Décembre est un jour qui devrait être célébré partout en Afrique australe, comme c'est la date que la Tanganyika (maintenant la Tanzanie) a obtenue l'indépendance, il y a 50 ans, en 1961 et sans cette date, le reste de l'Afrique australe n'aurait pas encore pu être indépendant.

La priorité de la nation nouvellement indépendante et son Premier Ministre à cette époque, Julius Kamburage Nyerere, était le développement national, mais il l'a vu comme inaccessible sans l'indépendance des états avoisinants.

Nyerere, connu par le mot Swahili pour enseignant, Mwalimu, était le père de la libération de l'Afrique australe et un des pères fondateurs de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC).

Aucun des pays qui font maintenant partie de la SADC n'était indépendant en ce temps-là, le Malawi et la Zambie étaient les suivants en 1964.

Bien que l'Afrique du Sud fût techniquement considérée indépendante du pouvoir colonial, la Grande-Bretagne, il était gouverné sous le système d'apartheid du développement séparé qui refusé le vote et d'autres droits de l'homme à la majorité noire.

Un an après l'indépendance formelle à partir de la Grande-Bretagne, la Tanganyika est devenu une République avec Nyerere comme son premier Président. Après la révolution à Zanzibar juste un an plus tard, Nyerere a négocié l'union de la Tanganyika et la Zanzibar comme la République Unie de la Tanzanie en Avril 1964.

Nyerere a poursuivi les idéaux de libération, démocratie et humanité commune au reste du continent et, avec les chefs de peu d'autres pays Africains qui étaient indépendants en 1963, a établi l'Organisation de l'Union Africaine (OUA), qui est devenu plus tard l'Union Africaine.

L'objectif principal était la libération politique pour le reste du continent. Leur instrument pour l'accomplir, le Comité de Libération de l'OUA, a été accueilli par la Tanzanie et la plupart des mouvements de libération ont été fondés là à un moment ou un autre.

Il croyait que l'unité du continent était possible, bien que long terme, commençant avec l'indépendance politique et l'intégration économique.

"Il y a un sens dans lequel l'unité Africaine existe déjà," a-t-il dit. "Il y a un sentiment d'Africanisme, un sentiment de rôle réciproque, qui envahit toute la vie politique et culturelle du continent."

Bien qu'il a soutenu et a fait campagne pour l'indépendance négociée par les moyens non-violents, il a aussi compris que les armes seraient nécessaires pour expulser les dirigeants coloniaux blancs au sud du continent et la Tanzanie a accueilli le Comité de Libération de l'OUA pour ce but les 30 ans prochains.

Quand certains des autres pays ont été forcés dans des guerres de libération pour finalement accomplir la même fin, la Tanzanie a fourni le soutien politique, matériel et moral, jusqu'à ce que l'indépendance et le gouvernement de la majorité aient été accomplis en 1975 (Mozambique, Angola), 1980 (le Zimbabwe), 1990 (la Namibie) et finalement, 1994 (l'Afrique du Sud).

Nyerere était un des neuf chefs qui se sont réunis juste avant l'indépendance du Zimbabwe en 1980 pour établir la Conférence de Coordination de Développement de l'Afrique Australe (SADCC), qui est devenu plus tard la SADC.

Les chefs de la Tanzanie, la Zambie et le Botswana avaient formé les États du Front en 1974 pour collaborer dans un front uni pour la sécurité commune, dans la présidence de Nyerere et c'était la base de l'Organe de la SADC sur la Coopération en Politique, en Défense et en Sécurité.

Nyerere est décédé en 1999 ayant vu la plupart de sa vision accomplie dans l'Afrique de l'est et australe, bien qu'il ait senti que le développement national de la Tanzanie avait traîné derrière.

La contribution par la République Unie de la Tanzanie à la libération de l'Afrique australe n'est pas bien connue ou quantifié, en vies humaines et en développement retardé. Bien que ce soit la direction de Nyerere qui a mobilisé une nation entière derrière cette vision, ce n'était pas la réalisation d'une personne comme chaque individu Tanzanien dans les régions tant rurales qu'urbaines a contribué quelques shillings chacun dans le soutien de gens-à-gens, bien qu'ils n'aient pas de plus eux-mêmes.

Juste avant qu'il est devenu le Président, on a demandé à Nyerere ce qui était l'accomplissement le plus important de son pays jusqu'à présent. "Nous avons appris ce dur réalité de la vie," a-t-il répondu, " qu'il n'y a pas des raccourcis à nos aspirations." *sardc.net*

JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Décembre 2011 - Février 2012

8 Décembre	Immaculée Conception	Seychelles
9 Décembre	Indépendance et le Jour de la République	Tanzanie
10 Décembre	Journée des Droits de l'Homme	Namibie
16 Décembre	Journée de la Réconciliation	Afrique du Sud
22 Décembre	Journée de l'Unité National	Zimbabwe
25 Décembre	Noël	SADC
26 Décembre	Journée de la Famille	Mozambique
	Journée de la Famille	Namibie
26 Décembre	Journée de Bonne volonté	Afrique du Sud
	Le Lendemain de Noël	Botswana, Lésoto, Swaziland, Tanzanie, Zimbabwe
27 Décembre	Jour férié	Quelques pays de la SADC
1er Janvier	Journée du Nouvel An	SADC
2 Janvier	Jour férié	La plupart des pays de la SADC
4 Janvier	Journée des Martyrs	Angola, RDC
12 Janvier	Journée de la Révolution de Zanzibar	Tanzanie
15 Janvier	Journée de John Chilembwe	Malawi
17 Janvier	Journée de Patrice Lumumba	RDC
20 Janvier	Taiposam Cavadee	Ile Maurice
23 Janvier	Festival du Printemps Chinois	Ile Maurice
1er Février	Journée de l'Abolition d'Esclavage	Ile Maurice
3 Février	Journée des Héros	Mozambique
4 Février	Journée de la Lutte de l'Armée National	Angola
7 Février	Journée de Maulid	Tanzanie
	Thaï Poosam Kavady	Ile Maurice
20 Février	Maha Shivaratri	Ile Maurice

Les débris du génocide sont rapportés

LA NAMIBIE a reçu de l'Allemagne les crânes de 20 personnes qui ont été prises aux institutions de recherche Allemandes pendant le génocide pour le "mesurage scientifique" de 1904-1908. Les savants allemands ont essayé de prouver la "supériorité de race" des Européens blancs sur les Africains noirs en analysant les caractéristiques du visage des têtes. Les débris rapatriés sont de ceux tués par les troupes Allemandes pendant le génocide de l'ancien Sud-Ouest Allemand Afrique. Les historiens disent que des troupes Allemandes ont tuées et affamées à mort 60,000 des 85,000 des gens Herero et Nama. Il n'est pas connu combien de crânes restent en Europe.